

# BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 22 – du 30 mai au 6 juin 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH  
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

## ZOOM : ISRAËL - LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE LEVIER D'UNE AUTONOMIE STRATÉGIQUE ?

À la différence des épisodes précédents, Israël mène la guerre actuelle dans une situation économique confortable. Il n'est pas question de privations, ni de remise en cause des dépenses fondamentales de l'État. Cette prospérité économique va aider, à terme, à renforcer l'autonomie stratégique du pays et donc à l'immuniser encore davantage contre les pressions politiques extérieures.

Cette situation économique favorable s'appuie sur trois secteurs. Les services numériques à valeur ajoutée (18% du PIB, plus de 50% des exportations) dominent l'activité. Leurs exportations dématérialisées peuvent être facilement maintenues en cas de conflit limité. Les champs gaziers offrent à Israël une autonomie énergétique et assurent un excédent gazier pour au moins 45 ans. L'industrie de défense, liée à la tech, bénéficie d'une demande étrangère soutenue, conséquence d'une conflictualité intense comme de la compétitivité et de la sophistication des équipements israéliens.

Par ailleurs, les avoirs d'Israël à l'étranger lui assurent une position créditrice nette (30% de son PIB). L'excédent chronique du compte courant (5% du PIB en 2023) a permis de bâtir cette autonomie financière qu'Israël n'avait jamais connue. On est loin de l'image d'Épinal d'un pays vulnérable. Depuis octobre 2023, la guerre menée sur trois fronts (Gaza et le Hamas, Cisjordanie en soutien de la colonisation et endiguement du Hezbollah au nord) a un coût réel (munitions, mobilisation, prise en charge des déplacés...) mais qui n'est pas de nature à remettre en question, à court terme, la santé financière d'un pays dont le PIB est de l'ordre de 500 Mds\$.

Israël a encaissé l'attaque d'octobre 2023 en position de force économique. Après 8 mois de combats, les réserves (plus de 200 Mds\$) sont toujours de l'ordre de 40% du PIB. Aucune sanction internationale sérieuse n'a frappé Israël, l'aide américaine est acquise ; les accords d'Abraham n'ont pas été suspendus. Les IDE ne se sont pas taris. Israël n'est pas dans la situation de l'Ukraine.

A ce stade, on n'assiste toujours pas à la mise en place d'une économie de guerre avec son cortège de privations ou de restrictions. L'économie israélienne a les moyens de faire face à un conflit local tout en continuant à investir, même si certaines dépenses de l'État sont controversées. Les investissements dans les infrastructures sont confirmés et les dépenses de défense seront logiquement amenées à se muscler durablement ; elles passeront vite de 4,5 % du PIB actuellement à 5 ou 5,5%, proportion raisonnable pour un pays en guerre. A la fin de l'année, le taux d'endettement public du pays devrait rester sous contrôle à 67% du PIB, 4 points en dessous du niveau atteint avec la crise du Covid.

Sur le moyen-long terme, la solidité de ses fondamentaux économiques comme de ses avantages comparatifs devrait faciliter le renforcement de l'autonomie stratégique d'Israël. Un des premiers signes pourrait se matérialiser par des investissements dans certains segments de l'industrie de défense.

Service Économique de Tel Aviv

LE CHIFFRE À RETENIR

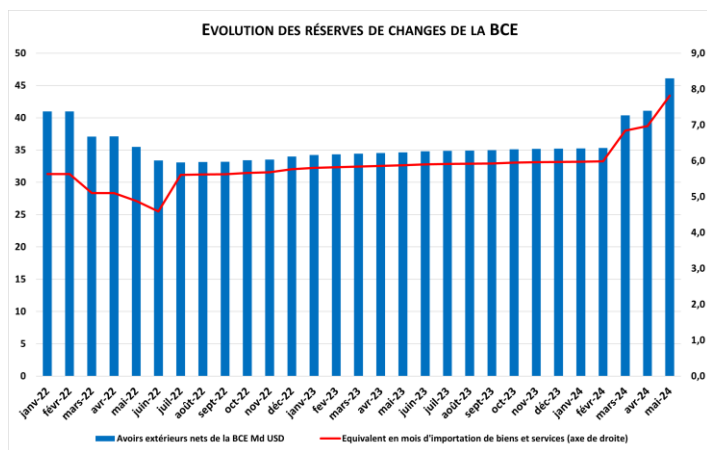
30% du PIB

POSITION CRÉDITRICE NETTE

## ÉGYPTE

### 1. AMÉLIORATION DE LA POSITION EXTÉRIEURE.

Après le versement de la seconde et dernière tranche des fonds de l'accord historique de Ras El Hekma à la mi-mai 2024, les réserves de change atteignent un [niveau record](#) de 46,1 Mds USD à la fin du mois de mai 2024 (+5 Mds USD par rapport au mois précédent), soit 7,8 mois d'importations de biens et services. Dans le même temps, le [déficit net des actifs extérieurs](#) continue de se réduire, en baisse de 80 % depuis janvier 2024 (record à 29 Mds USD) à 3,7 Mds USD en avril.



### 2. ANNONCE D'UN REMANIEMENT MINISTÉRIEL.

Le Premier Ministre Moustafa Madbouly a été [appelé](#) le 3 juin 2024 par le Président Sissi à former un nouveau gouvernement. Ce remaniement, le quatrième depuis sa nomination au poste de Premier Ministre en 2018, intervient à la suite du début officiel du troisième mandat du Président en avril dernier. Cette décision survient une semaine après la hausse historique des prix du pain subventionné et les annonces de baisse progressive des subventions à l'électricité et au carburant.

### 3. VISITE DU PRÉSIDENT SISSI EN CHINE.

Le Président Sissi s'est rendu à Pékin du 28 au 31 mai 2024. Il s'est [entretenu](#) avec son homologue chinois Xi Jinping sur la coopération bilatérale sino-égyptienne, 10 ans après l'accord de « partenariat stratégique global ». Le retour à une relation commerciale plus équilibrée entre les deux pays était au cœur des discussions, alors que le déficit commercial enregistré par l'Égypte dans ses échanges avec la Chine tend à se réduire progressivement (9,7 Mds USD en 2022/23 contre 11,5 Mds en 2019/20). Les deux chefs d'État ont convenu d'autoriser davantage de produits égyptiens de haute qualité d'accéder au marché

chinois afin que l'Égypte puisse diversifier ses exportations vers la Chine, aujourd'hui fortement concentrées dans les hydrocarbures (près de 60 %, essentiellement du GNL). Il a également été convenu d'explorer le règlement des transactions commerciales en monnaie locale.

### 4. PRISE DE PARTICIPATION D'ELECTRA DANS ELSEWEDY ELECTRIC.

L'Autorité de régulation du secteur financier égyptien (FRA) a [confirmé](#) le 30 mai 2024 l'acquisition de 15 à 24,5 % des parts du groupe égyptien Elsewedy Electric, par le fabricant d'équipement électrique émirien Electra Investment Holding. Avec un prix par action proposé à 1,05 USD, Electra pourrait déboursier 558 M USD pour l'acquisition d'une participation de 24,5 %. Ce montant constitue une prime de 10,5 % par rapport au cours de l'action d'Elsewedy Electric au moment de la déclaration (0,94 USD). Avec un chiffre d'affaires de 3,3 Mds USD en 2023, Elsewedy Electric est l'un des trois plus grands groupes privés égyptiens, opérant dans différents domaines, principalement la production de câbles électriques, mais également la construction et les infrastructures.

## IRAK

### 1. FORUM D'AFFAIRES FRANCE-IRAK

Le Medef International a organisé le 29 mai à Paris un forum d'affaires France-Irak, présidé par le Ministre délégué chargé du Commerce extérieur et de l'attractivité de la France, Franck Riester, et le Vice-Premier Ministre irakien en charge de l'Énergie, Hayan Abulghani. Le forum a réuni 150 participants, dont une quarantaine d'entreprises françaises et le même nombre d'entreprises irakiennes, actives dans une grande diversité de secteurs. Une délégation irakienne de haut niveau a présenté aux sociétés française les opportunités d'affaires en Irak, notamment dans le secteur de l'énergie et des infrastructures. Lors du Forum a été annoncé le lancement officiel du Conseil d'affaires France-Irak. En marge de celui-ci, quelques jours après, le 31 mai, un accord de coopération financière a été signé à Paris entre le gouvernement irakien et Bpifrance assurance-export.

### 2. LE PARLEMENT ADOPTE LE BUDGET FÉDÉRAL 2024.

Le Parlement a voté le 3 juin les tableaux annexes retraçant les principaux financements pour 2024. Du fait du vote d'une loi de Finances triennale en 2023, l'adoption des tableaux annexes vaut adoption du budget. Les dépenses de l'État sont en hausse de

6,5% par rapport à 2023 et atteindront 163 Mds USD (+9 Mds USD). Le budget de fonctionnement augmente (121 Mds USD, soit +6 Mds USD et +5%), tout comme le budget d'investissement (42 Mds USD, soit +4 Mds USD et +11%). Le texte prévoit par ailleurs une hausse conséquente des recettes non pétrolières (21 Mds USD, soit +58% par rapport à 2023). Au total, les recettes devraient s'élever à 114 Mds USD, laissant donc persister un déficit de 49 Mds USD (inchangé par rapport à 2023), soit 18% du PIB. Il est cependant peu probable que le budget soit entièrement exécuté : l'année dernière, la sous-exécution du budget (71%) avait permis de limiter le déficit à 2% du PIB (7,5% selon le FMI).

### 3. BANQUE CENTRALE : STRATÉGIE 2024-2029 SUR LES PRÊTS BANCAIRES.

La Banque Centrale d'Irak a annoncé le 2 juin 2024 la publication de sa nouvelle stratégie sur les prêts bancaires, élaborée avec l'aide des fonds de l'Union Européenne et de l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ). Partant du constat que le secteur privé est sous-développé en Irak et qu'il est urgent de combler le manque de financements, la Banque Centrale d'Irak s'est fixé un double objectif d'ici à 2029 : **(i)** augmenter de 5,4 Mds USD le financement au secteur privé d'ici à 2029 et **(ii)** augmenter de 3,8 Mds USD le financement aux petites et moyennes entreprises (PME) d'ici la même échéance. Une liste d'outils pouvant être mobilisés comprend notamment la possibilité de fixer un pourcentage standard de crédit alloué aux micro-entreprises et PME, l'établissement d'une centrale d'information sur le crédit et la réforme de la société publique en charge des garanties bancaires.

## IRAN

### 1. PROMULGATION DE LA LOI DE FINANCES 2024/2025 PLUS DE 2 MOIS APRÈS LE DÉBUT DE L'ANNÉE.

La lettre promulguant la Loi de Finances 1403 (2024/2025) a été signée par le Président par intérim, M. Mohammad Mokhber, le 1<sup>er</sup> juin 2024. Suite aux modifications de l'article 182 du règlement intérieur du Parlement, le projet de budget 1403 (2024/2025) avait initialement été soumis au Parlement en deux parties et en deux temps – une première historique -, la première partie contenant les lignes directrices budgétaires et la deuxième les tableaux détaillés par postes. Seule la première partie du Budget avait été adoptée par le Parlement et approuvée par le Conseil des gardiens le 17 mars 2024, trois jours avant la fin de l'année persane. De fait, pour la première fois de son histoire, la République

islamique d'Iran a débuté l'année sans Loi de Finances. La deuxième partie du projet de budget a finalement été soumise au Parlement le 7 avril 2024, avant d'être adoptée par celui-ci et approuvée par le Conseil des gardiens le 27 mai 2024. La Loi de Finances 2024/2025, ainsi définitivement adoptée, prévoit un budget de l'État à l'équilibre, à 25,6 M Mds IRR (+ 23 % en g.a), caractérisé par une forte hausse des recettes fiscales à 13,6 M Mds IRR (+ 52,8 % en g.a), une baisse des recettes d'exportations des hydrocarbures allouées à ce budget à 5,8 M Mds IRR (- 6,5 % en g.a), et une hausse des dépenses courantes à 18,8 M Mds IRR (+ 24,6 % en g.a). Au-delà du budget de l'État, la Loi de Finances prévoit 37,4 M Mds IRR (+ 30 % en g.a) pour le budget des entreprises publiques, des institutions à but lucratif affiliées à l'État et des banques publiques. Enfin, pour mémoire, le taux d'inflation officiel en moyenne annuelle à fin 2023/2024 s'élevait à 40,7 %, indiquant un budget pour l'année 2024/2025 en contraction en termes réels.

### 2. ALLOCATION DE 13,3 MDS\$ AU PROFIT DES IMPORTATIONS.

Selon la Banque Centrale, depuis le 21 mars 2024, 13,3 Mds \$ ont été alloués à l'importation, dont **(i)** 3,2 Mds \$ au taux NIMA I (1 \$ = 285 000 IRR) pour l'importation de produits agroalimentaires (84,5%) et de médicaments (15,5%), **(ii)** 7,4 Mds \$ pour l'importation de biens commerciaux et industriels au taux NIMA II, **(iii)** 2,3 Mds \$ de matières premières et produits semi-finis destinés à être transformés en produits finis pour exportation et **(iv)** 0,3 Mds \$ pour les services. Parmi les importations au taux NIMA II, les secteurs les plus représentés sur la période étaient l'automobile (1 Md \$), les appareils électroniques (1,2 Mds \$), les industries minières (0,5 Md \$) et les machines et équipements de production (0,5 Md \$). Par ailleurs et pour mémoire, la Banque Centrale a modifié pour la première fois en six ans son taux officiel – jusqu'ici un taux fixe de 1 \$ = 42 000 IRR - qui devient désormais un taux moyen pondéré mensuel basé sur le volume des transactions effectuées sur les différents marchés de devises gérés par la BCI (NIMA I, NIMA II et ICE). Ce taux n'a aucune fonction transactionnelle réelle, et n'a que pour objet de communiquer un taux officiel pour l'Iran, dont le régime de change est multiple.

## ISRAËL

### 1. REPRISE DES VOLS VERS ISRAËL.

À partir du week-end prochain, les compagnies aériennes américaines *Delta Air Lines* et *United Airlines* reprendront leurs vols à destination et en provenance d'Israël pour la première fois depuis le déclenchement de la guerre en octobre dernier. La compagnie low-cost irlandaise *Ryanair* a elle aussi repris ses vols. La reprise des vols par des compagnies aériennes étrangères devrait faire baisser la part de marché d'El Al mais ne devrait pas entraîner une réduction drastique des tarifs, l'offre restant encore en deçà de ce qu'elle était avant la guerre.

### 2. LE RENDEMENT DES OBLIGATIONS D'ÉTAT DÉPASSENT LE SEUIL DE 5%.

Le rendement des obligations gouvernementales à 10 ans vient de dépasser la semaine dernière la barre des 5% pour la première fois depuis 2011. Les obligations gouvernementales à 10 ans, souvent considérées comme la « référence » des obligations gouvernementales, reflète au bout de huit mois de guerre une diminution de la demande pour les larges offres de dette du ministère israélien des Finances. Elles sont par ailleurs négociées avec une notation de **BBB-**, bien en dessous de celle attribuée au pays par les agences de notation. L'État d'Israël devra payer désormais des intérêts plus élevés.

### 3. LE COUT ANNUEL DES ACCIDENTS DE LA CIRCULATION ESTIMÉ À 4 MDS\$.

Selon le rapport publié la semaine dernière par le contrôleur d'État, le coût annuel des accidents de voitures est estimé à 16 Mds d'ILS. Parmi les nombreuses lacunes qui ont mené à l'échec des gouvernements israéliens successifs à lutter contre la violence routière au cours de la dernière décennie, le rapport mentionne l'absence d'un plan stratégique ainsi qu'un financement insuffisant de l'Autorité Nationale de la Sécurité Routière.

## JORDANIE

### 1. LÉGÈRE BAISSÉ DU CHÔMAGE AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2024.

Selon le Département des Statistiques (DoS), le taux de chômage a diminué de 0,5% au premier trimestre (T1) de 2024 par rapport au même trimestre de 2023, pour atteindre 21,4 %. Il est cependant resté stable par rapport au T4 2023. Le taux de chômage des hommes a diminué de 2,2 % en g.a. pour atteindre

17,4 %, alors que celui des femmes a augmenté de 4 % et s'est élevé à 34,7 %. Au niveau des gouvernorats, Mafraq a enregistré le taux de chômage le plus élevé (23,4 %), tandis que Jerash a enregistré le taux le plus bas (18,4 %). La participation au marché du travail reste très faible et est évaluée à 34,1 % (53,7 % chez les hommes et 15,5 % chez les femmes), contre 33,3 % au T1 2023.

### 2. LA JORDANIE 42<sup>ÈME</sup> NATION DE L'OPEN BUDGET SURVEY 2023.

Selon l'*Open Budget Survey 2023*, la Jordanie se classe au 42<sup>ème</sup> rang (sur 125) des pays les plus transparents en termes de finances publiques (accès, disponibilité et compréhension de l'information budgétaire). Avec un score de 60/100, le royaume conserve sa première place parmi les pays arabes. La Jordanie atteint en revanche seulement la 97<sup>ème</sup> place (3<sup>ème</sup> pays arabe) pour la participation du public au processus budgétaire, avec un score de 4/100. Enfin, elle occupe la 92<sup>ème</sup> place pour le rôle du législateur et des institutions supérieures de contrôle dans le processus et l'étendue de leur supervision, avec un score de 39/100.

### 3. PUBLICATION DU RAPPORT DE L'UNHCR SUR LES CONDITIONS DE VIE DES RÉFUGIÉS SYRIENS.

L'UNHCR a publié une étude des vulnérabilités auxquelles font face les réfugiés syriens vivant dans les camps d'Azraq et de Zaatari. L'étude montre que le taux d'emploi y a diminué entre 2021 et 2023 - passant de 24 % à 22 %, à Azraq, et de 28 % à 25 %, à Zaatari. Le taux de détenteurs d'un permis de travail a également reculé : il s'est élevé à 9 % en 2023 contre 16 % en 2021. Le revenu mensuel moyen des ménages a lui aussi baissé de 193 JOD en 2021 à 168 JOD en 2023, à Azraq, et de 188 JOD en 2021 à 147 JOD en 2023, à Zaatari. L'accès aux besoins primaires tels que la santé et l'éducation y est restreint. 81 % des enfants sont scolarisés dans les deux camps et plus de 30 % des familles compte un membre en situation de handicap. Enfin, 40 % des réfugiés font état d'une extrême vulnérabilité face aux conditions climatiques (inondations, vagues de chaleur ou de froid, sécheresse).

## LIBAN

### 1. BAISSÉ DES REVENUS NETS DU TOURISME EN 2023.

Les revenus générés par l'activité touristique au Liban ont atteint 5,4 Mds USD en 2023, demeurant ainsi à un niveau stable par rapport à 2022 (5,3 Mds USD). Ce montant continue de progresser par

rapport aux niveaux enregistrés pendant la crise sanitaire (2,4 Mds USD en 2020) mais n'ont pas encore atteint le niveau record (sur la période 2002-2022) qui avait été enregistré en 2019 (8,6 Mds USD) juste avant l'éclatement de la crise économique et financière. Les données trimestrielles montrent toutefois que le secteur a souffert depuis le début des conflits à Gaza et au Sud-Liban. Par ailleurs, les dépenses touristiques des Libanais à l'étranger ont atteint 3,7 Mds USD en 2023, en nette progression de 15,5% par rapport à 2022 (3,2 Mds USD), mais encore loin du niveau d'avant crise (6,3 Mds USD en 2019). Ainsi, les revenus nets du tourisme totalisent 1,7 Md USD, en baisse par rapport aux 2,1 Mds générés en 2022.

## **2. LANCEMENT D'UN NOUVEAU PROGRAMME UE/BERD DE 12,5 M€ D'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PME.**

L'Union Européenne a annoncé le 5 juin le lancement d'un nouveau programme de subvention (12,5 M€) mis en œuvre par la BERD pour accompagner les PME libanaises en matière d'optimisation des ressources et de circularité. Il s'agit du deuxième programme d'assistance technique de l'UE mis en œuvre au Liban par la BERD, qui soutient déjà l'innovation des PME via des subventions de 15 M€. Nécessaire au rééquilibrage du modèle économique libanais, le développement des secteurs productifs est entravé par la quasi-absence de financements disponibles, suite à l'effondrement du secteur bancaire et au retrait des bailleurs finançant le secteur privé. Le déficit de financement concerne l'ensemble des entreprises, mais il apparaît particulièrement prononcé et pénalisant pour les PME industrielles, qui font état de besoins de financement en dette.

# **PALESTINE**

## **1. HAUSSE DE LA FAMINE DANS LA BANDE DE GAZA.**

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que plus d'un million de personnes dans la bande de Gaza seront confrontées à la famine mi-juillet 2024. Selon les chiffres diffusés par les acteurs locaux et repris par l'organisation internationale, 3500 enfants sont à l'heure actuelle en risque immédiat. Par ailleurs, l'ONG Action contre la Faim a déclaré que la bande de Gaza est exposée à une hausse sans précédent d'épidémies cet été, du fait des déchets en décomposition et de la montée des températures.

## **2. L'UE ENVISAGE D'IMPOSER DAVANTAGE DE SANCTIONS CONTRE LES COLONS.**

Le représentant spécial de l'UE pour le processus de paix au Moyen-Orient, Sven Kühn von Burgsdorff, a déclaré ce mardi à l'agence de presse palestinienne Wafa que l'UE envisageait d'imposer davantage de sanctions aux colons et aux structures liées.

## **3. SIGNATURE D'ACCORDS AVEC LA JORDANIE POUR RENFORCER LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE.**

Lundi, lors d'une conférence de presse conjointe à Amman, les Premiers ministres Mohammad Mustafa et Bisher Al-Khasawneh ont signé 14 accords et mémorandums d'entente couvrant différents aspects de la coopération bilatérale entre les deux pays dans divers domaines économiques. Les accords visent à renforcer la coopération dans les domaines de l'énergie, de la jeunesse, de l'économie numérique, de la technologie de l'information, du commerce, du soutien logistique et à faciliter la fluidité des mouvements de marchandises et de personnes à travers les points de passage.

# **SYRIE**

## **1. HAUSSE DE LA FISCALITÉ SUR LES IMPORTATIONS POUR ENCOURAGER LA PRODUCTION NATIONALE.**

Le gouvernement syrien a récemment pris plusieurs mesures pour taxer de manière accrue les importations de plusieurs biens et produits – panneaux solaires, sucre et céramique – afin de stimuler l'activité et la production des usines locales dans les zones contrôlées par le régime. Cette politique tarifaire vise à limiter les importations afin de réduire le déficit commercial et limiter l'utilisation des réserves en devises étrangères. Ces déséquilibres extérieurs contribuent en effet à la dégradation de la conjoncture économique, avec une contraction du PIB attendue à -1,5% en 2024 et un taux d'inflation qui devrait s'élever à 99%. La stratégie commerciale de barrières tarifaires pourrait, en renchérissant les importations, réduire leur volume et avoir un impact positif sur les réserves de change et la production intérieure. Elle pourrait toutefois également se traduire par des pratiques monopolistiques et une hausse des prix pour les consommateurs.

## PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	105,7	43,3	86,5	9,8	10,3	5,4	5,5	23,2
PIB (Mds USD) - 2023	FMI / WEO	398	255	366	522	50	18 *	18	8,2 *
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3770	5883	4234	53195	4498	3365 *	3531	353
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2023	FMI / WEO	3,8	-2,7	3,0	1,5	2,6	-0,5	-6	-5,5 *
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-4,62	-7,67	-5,45	-4,2	-5,3	-1,3 *	-1,3	N/A
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	93	49	31	62	112	181	47	N/A
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A2	C	D	N/A	N/A
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	29,8	4	38,5	3	2	192,3	5,9	N/A
PMI	Statistiques officielles	48,1	N/A	50,8	47,4	N/A	48,4	N/A	N/A
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1761	336	282	1870	348	370	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1098	1629	41	1467	47	98	4	5

\* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS  
A1 TRÈS FAIBLE / A2 PEU ÉLEVÉ / A3 SATISFAISANT / B ASSEZ ÉLEVÉ / C ÉLEVÉ / D TRÈS ÉLEVÉ / E EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : [beyrouth@dgtresor.gouv.fr](mailto:beyrouth@dgtresor.gouv.fr)